

Tarif

du 7 octobre 1986

des émoluments des notaires

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu l'article 29 de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat ;

Considérant :

Le principe de la révision totale du tarif des honoraires des notaires du 5 mars 1968 a été admis depuis quelques années (Bulletin du Grand Conseil, 1980, p. 1272 ss ; 1984, p. 96 ss).

Pour être efficace, cette révision devait se fonder sur la connaissance notamment du coût moyen et de la structure du chiffre d'affaires d'une étude de notaire. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a fait procéder à une analyse économique du notariat fribourgeois.

Le rapport de l'expert détermine aussi quel revenu annuel net moyen permet, d'une part, de garantir le respect du principe constitutionnel de la couverture des frais et, d'autre part, d'assurer au notaire, dans chaque région du canton, un revenu suffisant pour l'instrumentation d'un nombre moyen d'actes. Ce revenu dépend directement du nombre des notaires en exercice et du montant perçu pour chaque acte notarié. Selon l'expert, l'augmentation de 36 à 42 du nombre des notaires autorisés à exercer un office et la diminution de 10% des émoluments que le notaire perçoit pour la constitution d'un droit de gage immobilier provoquera une baisse du revenu moyen du notaire de 13% et permettra de respecter le principe de la couverture des frais.

Par rapport au tarif antérieur, le présent tarif prévoit notamment la baisse des émoluments pour les droits de gage immobilier d'environ 13% en moyenne et la suppression du droit proportionnel pour l'ouverture des dispositions pour cause de mort.

Il adapte partiellement le montant des émoluments non proportionnels à l'augmentation (plus de 100 %) du coût de la vie et des charges depuis 1968.

Sur la proposition de la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires,

*Arrête :***Art. 1**

¹ Le présent tarif fixe les émoluments dus au notaire pour son activité d'officier public.

² Les honoraires pour d'autres activités du notaire, telles que conseil juridique, rédaction de projets ou d'avis de droit, sont dus, le cas échéant, indépendamment des émoluments fixés par le présent tarif.

³ Les débours sont remboursés au notaire en sus des émoluments.

Art. 2

¹ Lorsqu'un acte rédigé n'est pas instrumenté, le notaire a droit au tiers du montant ordinairement prescrit.

² Lorsqu'un même acte comprend plusieurs opérations, les émoluments sont calculés séparément pour chacune d'elles.

³ Toutefois, la constitution en un seul acte de droits de gage immobilier de même nature et à caractère répétitif concernant le même propriétaire donne lieu à perception d'un émolument calculé sur la somme totale des titres constitués.

Art. 3

¹ Pour les émoluments proportionnels, la somme déterminante est le prix fixé, le montant de la créance ou la valeur donnée par les parties à l'objet du contrat.

² A défaut, la valeur déterminante pour les immeubles est leur valeur fiscale.

³ La valeur déterminante est :

- a) pour l'échange, la valeur du bien le plus important ;
- b) pour le partage successoral, l'actif brut de la succession ;
- c) pour la constitution d'une propriété par étages, la valeur du fonds plus le coût du bâtiment construit ou à construire.

Art. 4

Les émoluments proportionnels à une somme sont dus pour les opérations suivantes :

1. Contrat de mariage, convention sur les biens entre partenaires enregistrés, liquidation de régime matrimonial ou de régime conventionnel des biens adopté par des partenaires enregistrés non connexe à liquidation de succession, constitution d'indivision, pacte

successoral de renonciation à titre onéreux, avancement d'hoirie, abandon de biens, partage successoral, rente viagère, entretien viager :

jusqu'à 5000 francs			150 francs
plus, sur la tranche entre	5 000 et	20 000 francs	7‰
plus, sur la tranche entre	20 000 et	100 000 francs	5‰
plus, sur la tranche entre	100 000 et	1 000 000 francs	3‰
plus, sur la tranche entre	1 000 000 et	2 000 000 francs	2‰
plus, sur la tranche entre	2 000 000 et	5 000 000 francs	1‰
plus, sur la tranche supérieure à 5 000 000 francs			0,5‰

mais au maximum 10 000 francs.

1^{bis}. Pour les opérations liées aux affaires immobilières telles que vente, échange, donation, droit d'emption suivi de transfert de propriété, cession de droit d'emption à titre onéreux, constitution de propriété par étages, constitution de servitude, notamment de droit d'usufruit, de droit d'habitation et de droit de superficie, constitution de charge foncière, apport en immeubles à une société :

jusqu'à 5000 francs			150 francs
plus, sur la tranche entre	5 000 et	20 000 francs	7‰
plus, sur la tranche entre	20 000 et	50 000 francs	5‰
plus, sur la tranche entre	50 000 et	200 000 francs	3‰
plus, sur la tranche entre	200 000 et	2 000 000 francs	2‰
plus, sur la tranche entre	2 000 000 et	5 000 000 francs	1‰
plus, sur la tranche supérieure à 5 000 000 francs			0,5‰

mais au maximum 10 000 francs.

2. Etablissement d'inventaire 100 francs
 plus, sur la valeur des biens inventoriés 3‰
 mais au maximum 1000 francs.

3. Constitution d'un droit de gage immobilier :
 jusqu'à 5000 francs 100 francs
 plus, sur la tranche entre 5 000 et 50 000 francs 5‰
 plus, sur la tranche entre 50 000 et 600 000 francs 2,5‰
 plus, sur la tranche entre 600 000 et 2 000 000 francs 2‰

- | | |
|--|-------|
| plus, sur la tranche entre 2 000 000 et 5 000 000 francs | 0,75‰ |
| plus, sur la tranche supérieure à 5 000 000 | 0,45‰ |
| mais au maximum 10 000 francs | |
4. Cautionnement :
- | | |
|--|-----------|
| jusqu'à 10 000 francs | 50 francs |
| plus, pour chaque caution supplémentaire | 20 francs |
| plus, sur la somme dépassant 10 000 francs | 1,5‰ |
| plus, pour chaque caution supplémentaire | 0,5‰ |
| mais au maximum 1000 francs. | |
5. Constitution, augmentation de capital, fusion et transformation de fondation, société anonyme, société en commandite par actions, société à responsabilité limitée statuts non compris :
- | | |
|---|------------|
| jusqu'à 50 000 francs | 500 francs |
| plus, sur la tranche entre 50 000 et 100 000 francs | 4‰ |
| plus, sur la tranche entre 100 000 et 500 000 francs | 3‰ |
| plus, sur la tranche entre 500 000 et 1 000 000 de francs | 1‰ |
| plus, sur la tranche supérieure à 1 000 000 de francs | 0,5‰ |
| mais au maximum 12 000 francs. | |
- Un émoluments de base compris entre 200 et 1000 francs s'ajoute au montant prévu ci-dessus pour les actes ou procès-verbaux constitutifs de fondation, société anonyme, société en commandite par actions, société à responsabilité limitée, rédaction des statuts non comprise.

Art. 5

Pour toutes les autres opérations, les émoluments sont fixés comme il suit :

- | | | |
|---|-------|-------------|
| 1. Testament public, pacte successoral | 100 à | 2000 francs |
| 2. Ouverture de dispositions pour cause de mort, sous réserve du chiffre 3 ci-après | 150 à | 1000 francs |
| 3. Ouverture d'un testament olographe | 50 à | 500 francs |
| 4. Garde de dispositions pour cause de mort, y compris recherches concernant l'existence du disposant | 100 à | 1000 francs |
| 5. Certificat d'héritiers | 50 à | 500 francs |

6.	Protêt	25 à	100 francs
7.	Procuration	25 à	100 francs
8.	Légalisation		25 francs
9.	Vidimation, par page vidimée mais au maximum		5 francs 100 francs
10.	Réquisition à un registre public	25 à	100 francs
11.	Constat	25 à	1000 francs
12.	Actes non énumérés dans le présent article ou pour lesquels aucune somme n'est fixée	50 à	1500 francs

Art. 6

¹ Pour traduction écrite, le notaire a droit à une indemnité de 2 à 3 francs par ligne ou au remboursement de ses frais.

² L'interprète, témoin ou expert a droit à une indemnité fixée entre 20 et 50 francs ou, en cas de difficultés spéciales, au remboursement de ses frais.

³ Pour les déplacements hors de la localité où il a son étude ou son bureau secondaire, le notaire a droit aux mêmes indemnités que celles fixées pour les avocats fribourgeois.

Art. 7

¹ Le tarif du 5 mars 1968 des honoraires des notaires est abrogé.

² Il reste applicable aux actes instrumentés avant l'entrée en vigueur du présent tarif.

Art. 8

¹ Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 1986.

² Il est publié dans la Feuille officielle, inséré dans le Bulletin des lois et imprimé en livrets.

Annexes¹⁾

¹⁾ Annexes adaptées à la modification du 27.4.1993 de l'art. 4 du tarif.

1. A l'article 4 ch. 1

Valeur	Emolument	Valeur	Emolument
5 000	150	150 000	805
6 000	157	200 000	955
7 000	164	250 000	1 105
8 000	171	300 000	1 255
9 000	178	350 000	1 405
10 000	185	400 000	1 555
11 000	192	450 000	1 705
12 000	199	500 000	1 855
13 000	206	550 000	2 005
14 000	213	600 000	2 155
15 000	220	650 000	2 305
16 000	227	700 000	2 455
17 000	234	750 000	2 605
18 000	241	800 000	2 755
19 000	248	850 000	2 905
20 000	255	900 000	3 055
25 000	280	950 000	3 205
30 000	305	1 000 000	3 355
35 000	330	1 250 000	3 855
40 000	355	1 500 000	4 355
45 000	380	1 750 000	4 855
50 000	405	2 000 000	5 355
55 000	430	2 500 000	5 855
60 000	455	3 000 000	6 355
65 000	480	3 500 000	6 855
70 000	505	4 000 000	7 355
75 000	530	5 000 000	8 355
80 000	555	6 000 000	8 855
85 000	580	7 000 000	9 355

Valeur	Emolument	Valeur	Emolument
90 000	605	8 000 000	9 855
95 000	630	8 290 000	10 000
100 000	655	au-delà	10 000

2. A l'article 4 ch. 1^{bis}

Valeur	Emolument	Valeur	Emolument
5 000	150	250 000	955
6 000	157	300 000	1 055
7 000	164	350 000	1 155
8 000	171	400 000	1 255
9 000	178	450 000	1 355
10 000	185	500 000	1 455
11 000	192	550 000	1 555
12 000	199	600 000	1 655
13 000	206	650 000	1 755
14 000	213	700 000	1 855
15 000	220	750 000	1 955
16 000	227	800 000	2 055
17 000	234	850 000	2 155
18 000	241	900 000	2 255
19 000	248	950 000	2 355
20 000	255	1 000 000	2 455
25 000	280	1 250 000	2 955
30 000	305	1 500 000	3 455
35 000	330	1 750 000	3 955
40 000	355	2 000 000	4 455
45 000	380	2 500 000	4 955
50 000	405	3 000 000	5 455
55 000	420	3 500 000	5 955
60 000	435	4 000 000	6 455

65 000	450	4 500 000	6 955
70 000	465	5 000 000	7 455
75 000	480	6 000 000	7 955
80 000	495	7 000 000	8 455
85 000	510	8 000 000	8 955
90 000	525	9 000 000	9 455
95 000	540	10 000 000	9 955
100 000	555	10 090 000	10 000
150 000	705	au-delà	10 000
200 000	855		

3. A l'article 4 ch. 3 et 5

Valeur	Emolument ch. 3	Emolument ch. 5
5 000	100	
20 000	175	
50 000	325	500
100 000	450	700
150 000	575	850
200 000	700	1 000
250 000	825	1 150
300 000	950	1 300
350 000	1 075	1 450
400 000	1 200	1 600
450 000	1 325	1 750
500 000	1 450	1 900
550 000	1 575	1 950
600 000	1 700	2 000
650 000	1 800	2 050
700 000	1 900	2 100
750 000	2 000	2 150

800 000	2 100	2 200
850 000	2 200	2 250
900 000	2 300	2 300
950 000	2 400	2 350
1 000 000	2 500	2 400
1 500 000	3 500	2 650
2 000 000	4 500	2 900
2 500 000	4 875	3 150
3 000 000	5 250	3 400
3 500 000	5 625	3 650
4 000 000	6 000	3 900
4 500 000	6 375	4 150
5 000 000	6 750	4 400
10 000 000	9 000	6 900
12 222 500	10 000	8 011
au-delà	10 000	
15 000 000	10 000	9 400
20 200 000	10 000	12 000
au-delà	10 000	12 000